

## **5. Faire des droits humains, une question préalable**

Les membres appuient la politique active du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy qui fait de la question des droits humains une question préalable intimement liée aux autres questions touchant les affaires étrangères comme le commerce, par exemple. Ils approuvent son point de vue de considérer que la question des droits humains doit être envisagée sous l'angle plus général de la sécurité des personnes et que la politique ne devrait pas se contenter de trouver des remèdes aux problèmes mais qu'elle devrait aussi chercher à les prévenir en s'attaquant à leurs causes profondes.

### **Rôle plus actif du Groupe des 78**

Les membres ont jugé que, pour que le Groupe des 78 puisse participer plus efficacement au soutien des droits humains, il devrait être invité à participer aux consultations annuelles du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international sur la question des droits humains.

Le conférencier principal, Warren Allmand, président du Centre international des droits humains et du développement démocratique, a touché les participants quand il a rappelé que l'absence de débat sur les questions internationales dans la dernière campagne électorale fédérale avait bien démontré que l'intérêt public pour ces questions avait atteint un niveau extrêmement bas. En se rappelant que l'un des premiers buts du Groupe des 78 était de stimuler le débat public sur les questions internationales vitales pour le Canada, les participants ont adopté la résolution suivante :

Le Groupe des 78 devrait imaginer des façons et des moyens de promouvoir le débat public sur les questions de politique étrangère au cours de la période précédant les prochaines élections fédérales. Pour y arriver, on pourrait collaborer avec le Centre international des droits humains et du développement démocratique.

## **Groupes de discussion : engagement constructif ou confrontation?**

Les participants à la conférence ont aussi approuvé plusieurs suggestions et propositions présentées à l'assemblée générale par les groupes de discussion d'environ une douzaine de participants chacun qui travaillaient sous la direction d'experts dans chaque domaine. Sous le thème général: «Engagement constructif ou confrontation?», les groupes ont analysé la situation des droits humains en Chine et Birmanie, à Cuba, au Nigéria, et en Bosnie.

### **1. Devrait-on traiter la Chine et la Birmanie de la même façon ?**

Il y a une distinction évidente entre la Chine où il y a un rayon d'espoir pour les droits humains et la Birmanie qui reste sous le contrôle d'un gouvernement militaire arbitraire. La Chine a multiplié les occasions d'affaires pour ses citoyens et a progressé vers la mise en place d'un gouvernement plus responsable fondé sur les lois, ce qui donne au régime au pouvoir une certaine légitimité auprès du peuple. En Birmanie, le régime appauvrit le peuple en tirant ses revenus du commerce de la drogue et des investissements étrangers.

Le Groupe des 78 appuie fortement le programme de l'ONU, tel que confirmé lors de la session spéciale de l'Assemblée générale de juin 1998, destiné à juguler le commerce mondial de la drogue. Il appuie spécialement la démarche de l'ONU visant à endiguer l'afflux de drogue en provenance de la Birmanie. Le Groupe approuve les sanctions économiques du Canada contre la Birmanie. Le Canada devrait continuer d'encourager d'autres pays, surtout ceux qui font partie de